

Cote du document: EB 2021/134/R.38/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 19 b) i) a)
Date: 30 décembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République islamique du Pakistan

Projet de transformation économique des zones rurales du Khyber Pakhtunkhwa

Numéro du projet: 2000002333

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Directeur régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Hubert Boirard
Directeur de pays
téléphone: +39 338 3202 446
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-quatrième session
Rome, 13-16 décembre 2021

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	5
III. Risques	9
A. Risques et mesures d'atténuation:	9
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Hubert Boirard
Responsable technique:	Mylène Kherallah
Membre de l'équipe de conception du projet:	Tom Anyonge
Responsable des finances:	Alaa' Abdel Karim
Spécialiste climat et environnement:	Renée Ankarfjard
Juriste:	Mbali Mavundla

Sigles et acronymes

PIB	produit intérieur brut
PTBA	plan de travail et budget annuel
UGP	unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 12 mai 2020



Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République islamique du Pakistan
Organisme d'exécution:	Département de la planification et du développement du Khyber Pakhtunkhwa
Coût total du projet:	156,76 millions d'EUR (équivalant approximativement à 178,12 millions d'USD)
Montant du prêt du FIDA:	74,09 millions d'EUR (équivalant approximativement à 84,19 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Mixtes: échéance à 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans. Le prêt donnera lieu à la perception d'intérêts sur l'encours du principal et à une commission de service, lesquels seront fixés pour la durée du prêt et seront exigibles chaque semestre dans la monnaie de paiement du service du prêt, tel qu'établi par le FIDA à la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration du Fonds.
Contribution du Gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa:	25,48 millions d'EUR (équivalant approximativement à 28,96 millions d'USD)
Contribution des bénéficiaires:	43,18 millions d'EUR (équivalant approximativement à 49,06 millions d'USD)
Déficit de financement:	14 millions d'EUR (équivalant approximativement à 15,91 millions d'USD)
Montant du financement de l'action climatique apporté par le FIDA:	11,92 millions d'EUR (équivalant approximativement à 13,548 millions d'USD)
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 53.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Le Pakistan est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont le revenu par habitant se chiffre à 1 641 USD et le produit intérieur brut (PIB) est estimé à 314 milliards d'USD. Son secteur agricole absorbe environ 42% de la main-d'œuvre, génère d'importantes recettes en devises et stimule la croissance dans d'autres secteurs. Sa population active est la neuvième au monde en importance, et près de 4 millions de jeunes atteignent l'âge de travailler chaque année. La forte proportion de jeunes dans la population ainsi que le récent ralentissement de l'activité économique exacerberont les problèmes du sous-emploi et du chômage, en particulier dans les zones rurales.
2. L'économie nationale a été durement touchée par la pandémie de COVID-19, et le PIB s'est contracté de 1,9% en 2019 et de 0,39% en 2020, alors qu'il s'était accru de 5,6% en 2017 et de plus de 5,8% en 2018, avant la pandémie. Cette contraction est la seconde enregistrée en plusieurs décennies. Elle est due aux mesures prises pour maîtriser la propagation de la COVID-19 qui ont fait suite au resserrement des politiques monétaire et budgétaire effectué avant la pandémie. Bien que la situation se soit améliorée en 2021, le PIB n'a augmenté que de 1,5%, soit un taux nettement inférieur à la cible de 4,8%. La croissance économique devrait demeurer lente, pour atteindre en moyenne 1,3% durant l'exercice 2022.
3. La province du Khyber Pakhtunkhwa est la troisième province du pays par sa superficie. Son taux de pauvreté atteint 49%, alors que la moyenne nationale est de 39%. Le chômage des jeunes tient essentiellement à leur manque d'instruction et de qualification et à la présence extrêmement faible des femmes sur le marché du travail.
4. Le Gouvernement pakistanais s'efforce de relever les niveaux de revenu des ménages ruraux, et plus particulièrement des femmes et des jeunes. Son action s'inscrit dans le droit fil du programme Vision 2025, du douzième plan quinquennal du Pakistan couvrant la période 2018-2023 et de l'initiative Ehsaas¹, qui ont pour objet d'assurer la réalisation des objectifs de développement durable.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

5. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le Projet de transformation économique des zones rurales du Khyber Pakhtunkhwa a été validé comme:
 - tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - tenant compte des jeunes.
6. Le projet visera à créer des filières tenant compte des enjeux nutritionnels, en veillant à inclure les femmes dans ces dernières, à assurer des formations de sensibilisation aux questions de nutrition et à contribuer à la politique de sécurité alimentaire qui est en cours d'élaboration. Un de ses grands résultats consiste à relever le niveau d'emploi des jeunes, dont le taux de chômage dans le Khyber Pakhtunkhwa est plus élevé que dans le reste du Pakistan.

¹ Initiative majeure lancée en 2018 dans le but de mettre en place un filet de protection sociale à l'échelle nationale.

Justification de l'intervention du FIDA

7. Le taux de pauvreté multidimensionnelle est de 49% dans le Khyber Pakhtunkhwa, qui compte 35,35 millions d'habitants (4,4 millions de ménages), dont 81% vivent en zone rurale. En raison de l'ampleur du taux de pauvreté, et malgré les réelles possibilités de développement économique qui existent dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, du maraîchage, de la floriculture et de l'agritourisme, les niveaux de revenu des ménages ruraux demeurent extrêmement faibles, en particulier pour les jeunes. Les prêteurs exercent un contrôle absolu sur les modes traditionnels d'activité économique et de commercialisation des produits ruraux dans ces zones rurales isolées. En l'absence d'un appui extérieur qui permettra aux agriculteurs les plus pauvres de s'organiser et d'accéder à des débouchés rentables et à des services financiers institutionnels ou à des produits bancaires, et aussi d'acquérir des compétences techniques et de gestion essentielles, la population rurale continuera de peiner à survivre.
8. Dans la plupart des familles rurales du Khyber Pakhtunkhwa, au moins un des jeunes hommes doit émigrer à cause de la pauvreté rurale et du niveau extrêmement faible des revenus des ménages. Ces jeunes qui quittent leur village, ou leur pays, n'ont jamais eu la possibilité de recevoir une formation, d'acquérir les qualifications nécessaires pour obtenir un emploi décent ou de créer leur propre entreprise dans leur village ou leur région.
9. Le secteur rural de la province pourrait exploiter de nombreuses possibilités s'il recevait un appui adéquat. Pour cette raison, le Gouvernement pakistanais et le Gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa ont demandé au FIDA de les aider à concevoir et à mettre en œuvre un programme couvrant tous les districts de la province susceptible d'engendrer des transformations économiques rurales réelles et durables, non seulement en mettant à profit les possibilités économiques offertes par les entreprises agricoles dans la province, mais aussi en apportant le soutien nécessaire pour assurer de manière durable l'employabilité ou l'emploi indépendant des segments les plus pauvres de cette population rurale.
10. Par conséquent, le Gouvernement pakistanais demande au FIDA d'adapter et d'accroître la portée des mesures actuellement poursuivies avec efficacité dans le cadre de: i) l'Initiative de transformation économique – Gilgit Baltistan, grâce à la mise en place d'organisations paysannes professionnelles tournées vers le marché, capables d'intervenir de manière durable et rentable; ii) le Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab, grâce à un appui à l'emploi, y compris indépendant, dans la province, visant plus particulièrement les jeunes ruraux les plus vulnérables de la région.
11. Étant donné la mission du FIDA, les bons résultats de ses opérations et son avantage comparatif, le Gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa et le Gouvernement pakistanais ont officiellement demandé au FIDA de leur apporter un appui pour assurer la transformation économique de la province au profit des personnes les plus pauvres.

B. Enseignements tirés

12. Certains des principaux enseignements revêtant de l'intérêt pour ce projet peuvent être récapitulés comme suit:
 - i) Il importe de promouvoir les organisations professionnelles agricoles en appliquant un modèle opérationnel fondé sur des études de marché, intégré dans un plan d'activité et assorti d'un seuil de rendement clairement défini ainsi que d'un objectif de bénéfice commercial, tout en veillant à ce qu'elles comptent des équipes de gestion professionnelles (c'est-à-dire pas nécessairement composées d'agriculteurs membres) et atteignent une masse critique de 300 membres.

- ii) Il est possible de créer des emplois pour les personnes pauvres et extrêmement pauvres en associant, dans l'ordre adéquat, l'acquisition de compétences techniques et administratives pertinentes, le développement d'entreprises et l'apport de capitaux de démarrage.
- iii) Prise en compte des questions de genre: les opérations antérieures du FIDA et d'autres partenaires de développement ont montré que, pour assurer la prise en compte systématique des questions de genre, il importe avant tout d'adopter une approche intégrée et inclusive au niveau des ménages, d'une manière acceptable sur le plan culturel.
- iv) Il est essentiel d'établir des contrats d'objectifs pour les prestataires de services et de fournir une assistance technique adaptée et de haut niveau pour assurer la réalisation de l'objectif ultime.
- v) L'établissement de partenariats avec des organisations ayant déjà une expérience et une présence importantes dans les régions cibles facilite la poursuite d'interventions bien plus efficaces dans le cadre du projet.
- vi) Il est indispensable d'avoir une unité de gestion du projet (UGP) indépendante, dont les membres ont été sélectionnés suivant un processus compétitif, pour assurer une exécution harmonieuse.
- vii) La poursuite d'une approche à l'échelle de la province permet d'accroître l'efficacité de la concertation sur les politiques à mener, car les provinces disposent de pleins pouvoirs politiques et réglementaires dans de nombreux domaines, tels que l'agriculture, les changements climatiques et la constitution d'organisations paysannes.
- viii) Il est possible de faire face aux problèmes d'insécurité en suivant une approche souple et progressive au niveau de la province et en appliquant de multiples modalités d'exécution.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

13. **L'objectif de développement du projet est** d'accroître durablement les revenus des ménages ruraux en promouvant une agriculture résiliente face aux changements climatiques et à forte valeur ajoutée, et en tirant parti de possibilités d'emploi agricoles et non agricoles. Il s'inscrit dans le droit fil des trois objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays mené au Pakistan, qui visent à: i) promouvoir la transformation économique des ménages ruraux pauvres, ii) renforcer les institutions et les politiques en faveur d'un développement piloté par les populations locales, iii) renforcer la résilience pour assurer une nutrition et une sécurité alimentaire durables.
14. Le projet couvrira les 35 districts de la province et sera exécuté sur une période de sept ans. Le Gouvernement fédéral et Gouvernement provincial attachent une grande importance à l'évolution socioéconomique de cette zone, en particulier dans les nouveaux districts (anciennes zones tribales administrées par le Gouvernement fédéral) qui comptent parmi les régions les moins développées du Pakistan et auxquelles l'équipe de projet pourrait par conséquent devoir prêter une plus grande attention et accorder une plus haute priorité. Le Khyber Pakhtunkhwa présente des conditions agroclimatiques uniques, qui lui offrent d'importantes possibilités de cultiver des produits de valeur, comme les fruits, les légumes et les fleurs, et de poursuivre des activités d'élevage, notamment laitier. Actuellement, les petits exploitants emploient des systèmes agricoles mixtes, et environ la moitié des superficies cultivées sont consacrées à l'agriculture pluviale.

15. Les principaux groupes ciblés par le projet seront les petits exploitants et les ménages sans terre. Au total, 785 000 ménages devraient bénéficier directement des interventions du projet, qui visera plus particulièrement les femmes et les jeunes qui en sont membres. Les groupes cibles seront déterminés au préalable par l'intermédiaire des partenaires d'exécution. Les conseils de village et les organisations locales valideront et confirmeront les données relatives aux ménages admissibles, sous la supervision des équipes décentralisées de l'UGP.

B. Composantes, résultats et activités

16. Le projet aura trois composantes: i) le développement d'entreprises agricoles; ii) l'acquisition de compétences et la promotion de l'emploi; iii) la gestion de projet et l'appui stratégique et institutionnel.
- **Composante 1.** Cette composante comprendra quatre sous-composantes interdépendantes: i) la constitution d'organisations paysannes professionnelles; ii) la formation de filières agricoles; iii) l'établissement de centres de services agricoles; iv) l'apport d'un appui institutionnel. Outre qu'elle fournira un appui au secteur agricole dans la zone couverte par le projet, cette composante créera les possibilités requises et mettra en place un cadre institutionnel porteur suivant une approche recentrée des entreprises agricoles, de manière à absorber une forte proportion des groupes cibles bénéficiant d'un appui dans le cadre de la composante 2. Les principales interventions poursuivies dans le cadre de cette composante donneront lieu à un examen des réglementations applicables aux organisations et aux marchés agricoles, aux semences et matériels de plantation et au respect de la qualité des produits.
 - **Composante 2.** Cette composante comprendra deux sous-composantes: i) l'acquisition de compétences; ii) la promotion de l'emploi. La première sous-composante garantira que toutes les compétences nécessaires à la bonne exécution de la composante 1 sont disponibles localement, et sont adaptées aux besoins des nouvelles institutions ou initiatives privées. La deuxième sous-composante complétera les activités poursuivies dans le cadre de la composante 1 dans le but de mettre en place de nouveaux services ruraux et de promouvoir l'emploi rural en donnant aux jeunes femmes et aux jeunes hommes ayant les qualifications requises la possibilité de développer leurs propres entreprises et services privés. Toutes les formations techniques et professionnelles auront pour objet de répondre aux besoins du marché du travail et seront complétées, dans la mesure du possible, par l'apport de capitaux de démarrage aux personnes formées de manière à leur permettre de travailler durablement pour leur propre compte.
 - **Composante 3.** Cette composante donne lieu à la mise en place d'une UGP pour la province à Peshawar, ainsi qu'à l'établissement de cinq bureaux régionaux (de manière à couvrir toutes les zones agroécologiques). L'appui apporté au niveau stratégique et institutionnel dans le cadre de cette composante donnera lieu à la prestation d'une assistance technique au Gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa en vue de l'élaboration d'une politique et d'un plan d'action pour la nutrition et la sécurité alimentaire, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial, de manière à promouvoir la poursuite des changements après la clôture du projet. Le projet apportera également un appui aux organisations paysannes professionnelles pour les aider à numériser l'élaboration de plans d'activité et pour accroître l'envergure du commerce électronique et des services de vulgarisation ou de conseil numériques.

C. Théorie du changement

17. La théorie du changement repose sur trois axes qui se renforcent mutuellement:
- i) l'axe du développement des entreprises agricoles: le projet part du principe fondamental qu'il est nécessaire de suivre une approche de marché pour aider les petits exploitants à accroître durablement leurs revenus et à améliorer leurs moyens d'existence;
 - ii) l'axe des compétences pour l'emploi et l'entrepreneuriat: les ménages les plus pauvres, en particulier les ménages dirigés par des femmes ou des jeunes, qui n'ont pas accès à la terre, peuvent être durablement intégrés dans le marché du travail grâce à un programme associant des formations techniques et administratives et un capital de démarrage, qui a déjà fait ses preuves;
 - iii) l'axe de la nutrition et de la sécurité alimentaire: l'insécurité alimentaire et les déficits nutritionnels ont des répercussions sur la résilience des ménages ruraux pauvres; le projet, dans le cadre de la composante 1, favorisera les denrées et les cultures à haute valeur nutritive. Sachant que l'accroissement de la productivité et des revenus n'améliore pas automatiquement la nutrition, l'équipe du projet appliquera par ailleurs une approche visant à modifier les comportements en menant des campagnes de sensibilisation et d'éducation, essentiellement par l'intermédiaire des organisations paysannes.

D. Alignement, appropriation et partenariats

18. Le projet proposé s'inscrit dans le droit fil du cadre stratégique du FIDA et du programme d'options stratégiques pour le pays mené au Pakistan, en particulier le premier objectif stratégique de ce dernier (promouvoir la transformation économique des ménages ruraux pauvres en s'efforçant d'élargir et de reproduire à plus grande échelle les approches couronnées de succès en matière de promotion sociale des pauvres qui ont déjà fait leurs preuves au Pakistan). Il est également particulièrement bien adapté au modèle opérationnel et aux priorités institutionnelles arrêtés pour la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, en particulier le genre, les jeunes, les changements climatiques et les enjeux nutritionnels. Il contribuera à la concrétisation des objectifs de développement durable n° 1 (Pas de pauvreté), n° 2 (Faim zéro), n° 5 (Égalité entre les sexes), n° 8 (Travail décent et croissance économique) et n° 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Les résultats du projet favoriseront aussi un développement équilibré dans la région, tel que l'envisagent le programme Vision 2025, le douzième plan quinquennal du pays, la stratégie pour la réduction de la pauvreté de 2019, la politique nationale pour la sécurité alimentaire, la politique agricole du Khyber Pakhtunkhwa, la politique pour l'avancement des femmes de 2017 et la politique pour les jeunes de 2016.
19. Le projet s'efforcera d'exploiter les synergies et de promouvoir la complémentarité de ses éléments avec ceux de l'initiative Ehsaas du Gouvernement fédéral et du Programme national d'affranchissement de la pauvreté, déjà mené dans 10 des 35 districts du Khyber Pakhtunkhwa, ainsi que ceux de tous les autres programmes financés par des bailleurs de fonds et les autorités publiques dans la province. Des partenariats seront tout particulièrement constitués avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial dans le but de renforcer les interventions, notamment dans les domaines de la résilience climatique, des technologies de pointe et de la nutrition.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

20. Le projet, dont le coût sur la période de sept ans prévue pour son exécution se chiffre au total à 156,76 millions d'EUR (soit environ 178,12 millions d'USD), bénéficie d'un prêt du FIDA de 74,09 millions d'EUR (soit environ 84,19 millions d'USD) et affiche un déficit de financement de l'ordre de 14 millions d'EUR (soit environ 15,91 millions d'USD). Le Gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa devrait apporter un financement supplémentaire de 25,48 millions d'EUR (soit environ

28,96 millions d'USD), tandis que les bénéficiaires devraient effectuer une contribution de 43,18 millions d'EUR (soit environ 49,06 millions d'USD).

21. Le déficit de financement de 14 millions d'EUR (soit environ 15,91 millions d'USD) pourra être financé dans le cadre de cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance (selon des conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration) ou par des partenaires de cofinancement qui seront déterminés pendant l'exécution.
22. La sous-composante 1.1 du projet (constitution d'organisations paysannes professionnelles) et la sous-composante 1.2 (partenariats public-privé-producteurs) relèvent partiellement du financement de l'action climatique. Le montant total des ressources octroyées par le FIDA au titre de l'action climatique, calculé conformément aux méthodes de suivi du financement de l'adaptation et de l'atténuation des changements climatiques arrêtées par les banques multilatérales de développement, s'établit à titre préliminaire à 11,92 millions d'EUR (soit environ 13,55 millions d'USD).

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Déficit de financement		Gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa		Bénéficiaires			Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant
1. Développement d'entreprises agricoles	59 949	62,9	–	–	1 905	2,0	33 512	–	35,1	95 366
2. Acquisition de compétences et promotion de l'emploi	11 626	17,1	15 913	23,3	25 075	36,8	15 552	–	22,8	68 167
3. Gestion de projet et appui stratégique et institutionnel	12 617	86,5	–	–	1 972	13,5	–	–	–	14 589
Total	84 192	47,3	15 913	8,9	28 953	16,3	49 064	–	27,5	178 122

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Déficit de financement		Gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa		Bénéficiaires			Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant
Dépenses d'investissement										
1. Véhicules	898	82,0	–	–	197	18,0	–	–	–	1 095
2. Équipements et matériel	90	81,4	–	–	20	18,6	–	–	–	111
3. Assistance technique, formation et études	21 822	34,5	11 465	18,1	14 359	22,7	15 552	–	24,6	63 199
4. Dons en faveur des bénéficiaires	51 814	51,6	4 448	4,4	10 736	10,7	33 512	–	33,3	100 510
5. Crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des dépenses d'investissement	74 624	45,3	15 913	9,7	25 300	15,4	49 064	–	29,8	164 900
Dépenses récurrentes										
1. Salaires, traitements et indemnités	6 738	76,1	–	–	2 111	23,9	–	–	–	8 849
2. Coûts de fonctionnement	2 827	64,7	–	–	1 545	35,3	–	–	–	4 372
Total des dépenses récurrentes	9 566	72,3	–	–	3 656	27,7	–	–	–	13 222
Total	84 192	47,3	15 913	8,9	28 960	16,3	49 064	–	27,5	178 122

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025</i>	<i>2026</i>	<i>2027</i>	<i>2028</i>	<i>Total</i>
1. Développement d'entreprises agricoles	21 525	26 370	21 234	12 415	12 562	686	575	95 366
2. Acquisition de compétences et promotion de l'emploi	7 203	13 426	13 571	13 762	13 951	6 253	-	68 166
3. Gestion de projet et appui stratégique et institutionnel	2 725	1 600	1 741	1 892	2 029	2 190	2 411	14 589
Total	31 453	41 396	36 546	28 069	28 542	9 129	2 986	178 122

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

23. Aucun cofinancement international ne figure à présent dans le plan de financement, mais cette possibilité pourrait être explorée. Le cofinancement intérieur des bénéficiaires sera effectué en numéraire, tandis que la contribution du Gouvernement revêtira la forme d'exemptions fiscales.

Décaissement

24. Le projet utilisera des systèmes distincts mais intégrés pour les flux financiers, la budgétisation et la comptabilité, de manière à pouvoir établir une piste d'audit claire et vérifiable. À cette fin, des comptes désignés seront mis en place pour le prêt du FIDA et pour les fonds de contrepartie du Gouvernement. La contribution des bénéficiaires sera comptabilisée et déclarée par les partenaires d'exécution (organisations paysannes professionnelles, centres de services agricoles et partenaires privés œuvrant dans le cadre d'accords de partenariat public-privé-producteurs). L'UGP tiendra à jour dans son système comptable les informations relatives aux fonds émanant de toutes les sources, y compris les contributions des bénéficiaires.
25. Elle établira les demandes de retrait suivant la modalité des fonds renouvelables, et soumettra des rapports financiers intermédiaires dans le cadre du mécanisme de présentation de rapports.
26. Le ratio des investissements aux dépenses récurrentes est de 93:7. Le projet se déroulera sur une période de sept ans. Les principales catégories de dépenses rentrant dans la rubrique des coûts d'investissement sont: i) les travaux de génie civil et les infrastructures locales; ii) les véhicules, les ordinateurs et le matériel; iii) l'assistance technique, les formations et les études; iv) les dons et les subventions. Les catégories rentrant dans la rubrique des dépenses récurrentes sont: i) les salaires, traitements et indemnités; ii) les dépenses de fonctionnement.
27. Il est proposé de procéder comme suit afin d'éviter des retards au niveau des procédures:
- i) mise en place d'une section de gestion financière solide et dotée du personnel requis pour appliquer les processus de manière efficiente;
 - ii) adoption d'une option de financement rétroactive pour les activités ci-après:
 - a) recrutement du personnel du projet;
 - b) passation des marchés de logiciel comptable;
 - c) études de référence et travaux de recherche;
 - d) préqualification des prestataires de services et des partenaires du secteur privé pour l'établissement d'accords de partenariat public-privé-producteurs.

- iii) appui à la gestion financière par l'intermédiaire d'un ou d'une responsable du budget et des finances au sein de l'unité de coordination régionale de manière à permettre aux partenaires d'exécution de se conformer aux règles de soumission des demandes de paiement;
- iv) accès au Portail clients du FIDA et formation des effectifs de l'UGP chargés de la gestion financière et de la passation des marchés pour leur permettre d'utiliser les processus en ligne (par exemple, pour soumettre les demandes d'avis de non-objection et de retrait).

Résumé des avantages et analyse économique

28. Les flux nets de trésorerie générés par le projet constitueront des incitations pour les bénéficiaires en améliorant leurs revenus et la rentabilité de leurs activités. Le Gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa enregistrera d'importants gains économiques par suite des progrès socioéconomiques réalisés par les ménages ruraux. L'intervention permettra de mobiliser des investissements du secteur privé et de faciliter l'expansion horizontale et verticale des activités économiques dans les zones rurales.
29. L'augmentation marginale des revenus permise par le développement des entreprises agricoles s'inscrira, selon les estimations, dans une fourchette allant de 200 USD à 1 000 USD par ménage, soit en moyenne 400 USD par ménage. L'appui apporté par le projet dans le cadre de la composante relative à l'acquisition de compétences et à la promotion de l'emploi permettra aux bénéficiaires d'accroître leurs revenus d'en moyenne 130 USD par mois. L'augmentation marginale sera de l'ordre de 300 USD à 400 USD par an.
30. Le projet, dont le taux global de rentabilité financière interne est de 23%, est viable. La valeur actuelle nette du projet proposé sur une période de 20 ans s'élève à 124 millions d'USD. Le ratio avantages-coût actualisé est de 1,14. Le taux global de rentabilité économique interne du projet est estimé à 27%. La valeur actuelle nette économique du flux d'avantages nets du projet, pour un taux d'actualisation de 9,76%, est de 120,0 millions d'USD, et le ratio avantages-coûts est de 2,07.

Stratégie de sortie et durabilité

31. Le projet créera et exploitera les relations symbiotiques entre l'offre et la demande et privilégiera la mise en place d'institutions et le renforcement des capacités de manière à permettre une sortie dans de bonnes conditions et à assurer la pérennité des résultats. Plusieurs éléments du projet contribueront à assurer cette viabilité et à permettre la poursuite d'une stratégie de sortie naturelle (études de marché, plans d'activité indiquant un seuil de rendement et un niveau de rentabilité clairement définis, mesures visant à garantir la viabilité opérationnelle et financière des institutions bénéficiant d'un appui, offre et demande de main-d'œuvre en fonction du marché et acquisition des compétences requises par le secteur privé en vue de la création d'emplois stables). Certains des principaux aspects de la stratégie de sortie et de durabilité du projet sont indiqués ci-après: i) la viabilité à long terme des organisations professionnelles sera assurée par l'octroi d'une aide qui permettra à ces dernières de formuler des plans d'activité de qualité et de renforcer leurs capacités de manière à atteindre leur seuil de rendement dans un délai de trois ans; ii) des possibilités de stage seront proposées aux récents diplômés, dans le but de les préparer à entrer sur le marché du travail – un modèle que le Gouvernement est déterminé à reproduire; iii) les organisations paysannes professionnelles répertoriées acquerront un plus grand pouvoir de négociation et de plus amples capacités de pénétration du marché.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation:

32. Le risque fiduciaire inhérent au Pakistan continue d'être jugé moyen. Le Pakistan occupe la 124^e place sur 175 pays au classement 2020 de l'indice de perception de la corruption de Transparency International.
33. Le Khyber Pakhtunkhwa souffre de problèmes d'insécurité qui entravent les déplacements du personnel international chargé des activités de supervision. La situation s'est toutefois nettement améliorée au cours des dernières années, et les restrictions aux déplacements ne posent plus de problème dans 28 des 35 districts de la province. Les risques qui continuent de se poser dans les sept derniers districts ne sont pas permanents, et il serait possible d'y remédier en faisant appel à des spécialistes nationaux dûment qualifiés pour assurer la supervision du projet.
34. Les principaux risques qui se posent dans le domaine de la gestion financière sont les suivants:

Flux de fonds

- i) **Risque:** la manière dont il sera possible de tirer parti du financement public du plan annuel de développement n'est pas clairement établie, ce qui compromet la poursuite des activités du projet et accroît le risque global lié à son exécution. **Mesures d'atténuation:** il sera demandé au Gouvernement de la province de signer un mémorandum d'accord informant officiellement le FIDA de la manière dont le financement du Gouvernement (à l'exclusion des contributions en espèces au titre des impôts et des coûts de gestion du projet) sera déterminé, mesuré, comptabilisé et déclaré dans le cadre du projet.

Contrôle interne

- ii) **Risque:** les partenaires d'exécution (organisations paysannes professionnelles, centres de services agricoles, partenaires privés œuvrant dans le cadre d'accords de partenariat public-privé-producteurs, prestataires de services) ne font pas l'objet d'une supervision rigoureuse, de sorte qu'il est difficile de prévenir, de dépister et de rectifier tout emploi inapproprié des fonds. **Mesures d'atténuation:** les conditions de déblocage des fonds seront clairement établies dans les contrats et mémorandums d'accord établis avec ces partenaires d'exécution. Les responsables de la gestion financière des unités de coordination régionales communiqueront avec les partenaires d'exécution afin d'assurer le respect des conditions applicables.

Audit externe

- iii) **Risque:** aucune mesure n'est prise en temps opportun en réponse aux observations formulées dans le cadre des audits, et les montants signalés par ces derniers deviennent des dépenses non admissibles au titre du projet. **Mesures d'atténuation:** l'accord de financement prévoira que des mesures devront être prises dans les six mois suivant la publication du rapport d'audit pour remédier aux problèmes signalés dans ce dernier.

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation: synthèse des risques

<i>Risques</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Niveau de risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Substantiel	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Faible	Faible
Risque global	Substantiel	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

35. Aucun problème particulier relevant de la catégorie environnementale et sociale ne se pose, de sorte que le projet est classé dans la catégorie B.

C. Classement au regard des risques climatiques

36. Le Khyber Pakhtunkhwa est considéré comme l'une des provinces du Pakistan les plus exposées aux répercussions négatives des changements climatiques. Les préoccupations suscitées par ces derniers tiennent à la variabilité grandissante des moussons, aux effets du recul des glaciers sur les systèmes fluviaux, à la baisse de la capacité des réservoirs d'eau actuels, et aux phénomènes extrêmes comme les inondations et les périodes de sécheresse. Les changements climatiques pourraient avoir pour effet, notamment, de créer un grave stress hydrique, d'aggraver l'insécurité alimentaire par suite de la baisse de la production agricole et animale, et d'entraîner la dégradation des écosystèmes et une perte de biodiversité. Le risque climatique est considéré comme élevé.

D. Soutenabilité de la dette

37. La dette extérieure du Pakistan a atteint 116,3 milliards USD au premier trimestre de 2021, contre 111 milliards d'USD à la fin de 2019 et 115,7 milliards d'USD à la fin de 2020. Cet accroissement est dû non seulement à la COVID-19, mais aussi à l'impossibilité de générer des entrées de fonds non financées par la dette, à l'appréciation de la monnaie locale et à une chute des exportations. Le ratio de la dette extérieure au PIB était de 43% en 2020, contre 38,1% en 2019.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

38. La Division des affaires économiques du Gouvernement pakistanais sera l'organisme de coordination du financement du FIDA au niveau fédéral. Le Département de la planification et du développement sera l'organisme d'exécution, et un comité de pilotage du projet, placé sous la direction du secrétaire en chef additionnel du Département fournira des orientations sur l'action à mener et assurera le contrôle et la coordination. Une UGP sera établie à Peshawar tandis que des unités d'exécution au niveau des divisions seront constituées au sein du Département de la planification et du développement et mises en place dans les sièges des divisions de la zone du projet. L'UGP, dirigée par le directeur de projet et rendant compte au comité de pilotage du projet, sera chargée de la planification, de la coordination, de la gestion financière, de la passation des marchés et du suivi-évaluation des activités du projet. Le personnel

technique sera recruté pour les différentes composantes du projet. Ce dernier sera exécuté en collaboration avec les partenaires d'exécution et les prestataires de services locaux.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

39. L'UGP sera dotée d'une équipe de gestion financière bien structurée; elle sera dirigée par la ou le responsable des finances compétent ayant l'expérience requise et comptera un personnel d'appui en nombre suffisant. Un membre du personnel chargé de la gestion financière sera basé dans chaque unité de coordination régionale de manière à pouvoir aider les partenaires d'exécution à respecter les conditions applicables et à assurer la supervision de l'exécution du projet. Les processus fondamentaux de gestion financière du projet seront mis en conformité avec les systèmes nationaux, comme décrit ci-après.
- **Plan de travail et budget annuel (PTBA).** La section de gestion financière établira le PTBA conformément aux directives et procédures du FIDA. Le PTBA sera soumis au FIDA au plus tard à la fin d'avril pour l'exercice financier suivant commençant en juillet.
 - **Flux de fonds.** Une avance initiale sur le montant du prêt du FIDA sera versée dans le compte du projet de manière à assurer le règlement des dépenses effectuées durant les six premiers mois d'exécution. L'équipe du projet estimera les besoins annuels de fonds de contrepartie, dont le montant sera inclus dans le PTBA, et collaborera avec le Département de la planification et du développement du Khyber Pakhtunkhwa pour s'assurer que le montant requis est inscrit dans le budget de la province et versé en temps opportun.
 - **Comptabilité.** Une série complète de comptes sera tenue par l'UGP conformément aux prescriptions du FIDA. Le projet sera conforme aux Normes comptables internationales pour le secteur public et la méthode de la comptabilité de caisse sera appliquée. Un logiciel comptable approprié permettant de prendre en compte toutes les sources et tous les emplois de fonds sera utilisé, conformément aux prescriptions du FIDA.
 - **Contrôles internes.** De robustes contrôles internes seront mis en place de manière à mettre les fonds du projet à l'abri d'éventuelles irrégularités financières. Les conditions d'accès seront établies dans les contrats et mémorandums d'accord conclus avec tous les partenaires d'exécution. L'équipe de gestion financière procédera à une analyse mensuelle des données pour comparer les dépenses inscrites au budget et les dépenses effectives, procédera au rapprochement des relevés bancaires et à des inspections aléatoires sur le terrain des travaux des partenaires d'exécution de manière à prévenir, dépister et corriger tout défaut de conformité dans le cadre de l'exécution.
 - **Rapports.** Des états financiers détaillés seront soumis, pour chaque exercice, dans un délai de quatre mois après la fin dudit exercice (c'est-à-dire avant la fin d'octobre). Des rapports financiers intermédiaires, établis de manière à indiquer les progrès accomplis dans le contexte des composantes et des catégories par référence au PTBA, seront également présentés; ils seront soumis sur une base trimestrielle de manière à justifier de l'emploi des fonds, et leur présentation sera une condition préalable au retrait d'avances de fonds supplémentaires du compte du prêt.
 - **Audit interne.** Une fonction d'audit interne sera mise en place, dont le personnel rendra directement compte au directeur du projet. Outre qu'elle procédera aux activités d'audit habituelles, cette fonction assurera le respect des recommandations des missions de supervision et des auditeurs extérieurs et l'application des directives gouvernementales.

- **Audit externe.** L'audit des comptes du projet sera assuré par l'Auditeur général des comptes du Pakistan, qui est l'organe supérieur d'audit du pays. L'UGP soumettra les états financiers annuels à l'Auditeur général dans les deux mois suivant la clôture de chaque exercice et se concertera étroitement avec les bureaux d'audit de terrain de ce dernier de manière à assurer l'audit, l'établissement des rapports et l'application de mesures pour remédier aux observations de l'audit en temps opportun. Les rapports de chaque audit seront soumis au FIDA en même temps que la lettre de recommandations dans les six mois suivant la clôture de l'exercice auquel l'audit se rapporte (c'est-à-dire au plus tard le 31 décembre).

Participation et retours d'information des groupes cibles, et mécanisme de réponse aux doléances²

40. Une approche participative est intégrée dans la conception du projet de manière à promouvoir l'adhésion et l'appui des principales parties prenantes. Cette approche donne lieu: i) à l'établissement sur une base participative du PTBA; ii) à un encadrement systématique axé sur la manière de gérer les processus en tenant dûment compte du genre, des changements climatiques, de la nutrition et d'autres thématiques transversales; iii) à un suivi conjoint des progrès; iv) à la promotion d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes au niveau du personnel des partenaires d'exécution de manière à permettre à tous de profiter des interventions du projet; v) à des inspections aléatoires sur le terrain dans les zones cibles, afin de déterminer si les préoccupations des bénéficiaires sont dûment prises en compte dans le cadre des interventions du projet. L'équipe chargée du suivi-évaluation maintiendra un registre des visites sur le terrain et enregistrera toutes les questions importantes soulevées par les bénéficiaires durant ces visites de manière à consigner les retours d'information des groupes cibles concernant l'exécution. Le personnel des missions de supervision du FIDA examinera ce registre afin que les perspectives des bénéficiaires soient prises en compte dans le cadre de l'exécution du projet. Tous les contrats et mémorandums d'accord conclus avec les partenaires d'exécution feront référence aux politiques adoptées par le FIDA pour lutter contre la corruption, prévenir et combattre le harcèlement sexuel, l'exploitation et les agressions sexuelles, et s'opposer au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme.

Mécanisme de réponse aux doléances

41. Mis à part les mécanismes susmentionnés, les bénéficiaires et autres citoyens peuvent déposer une plainte contre tout responsable auprès du secrétaire en chef additionnel du Département de la planification et du développement. Le Gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa a promulgué la loi provinciale de 2013 sur le droit à l'information, la loi provinciale de 2016 sur la prévention des conflits d'intérêts et la loi provinciale de 2016 sur la protection des lanceurs d'alerte et la commission de vigilance, qui permettent aux citoyens de porter plainte en cas de soupçon d'abus d'autorité ou d'irrégularité dans l'emploi des fonds publics.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

42. Une enquête de référence réalisée par une tierce partie durant la première année du projet aura pour objet d'établir les valeurs de référence des principaux indicateurs de résultats et d'effets directs.
43. Le PTBA sera le principal instrument de planification et d'exécution du projet. Il suivra le cycle de planification annuelle du Gouvernement et sera approuvé par le comité de pilotage du projet. L'UGP assurera la planification et l'examen des progrès enregistrés sur une base trimestrielle et annuelle afin de faire le bilan de l'avancement du projet et de planifier les activités du trimestre et de l'année qui

² Pour en savoir plus, voir le Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes (<https://webapps.ifad.org/members/eb/128/docs/french/EB-2019-128-R-13.pdf?attach=1>) et les annexes.

suivent. Le comité de pilotage du projet se réunira deux fois par an pour examiner les progrès et approuver le plan.

44. **Suivi-évaluation.** Les résultats du projet seront mesurés au niveau des produits, des effets directs et des résultats à l'aide des indicateurs figurant dans le cadre logique du projet. Un plan de suivi-évaluation servira de base aux activités annuelles en la matière. Le cas échéant, les indicateurs seront ventilés par sexe et par âge de manière à permettre de déterminer les effets du projet sur les femmes et les jeunes. L'UGP procédera également à des évaluations régulières de l'impact des principales interventions en faisant appel aux ressources internes et, si nécessaire, à une aide extérieure.
45. La gestion des savoirs et l'apprentissage feront partie intégrante de l'exécution; le Gouvernement a en effet ailleurs formulé un plan pour reproduire le projet à plus grande échelle, et promouvoir ses objectifs consistant à orienter l'action à mener. Une stratégie de gestion des savoirs sera élaborée durant la phase de démarrage de manière à déterminer clairement les supports de connaissances ainsi que les réunions et les forums qui pourront être organisés pour collecter, compiler et partager les connaissances produites dans le cadre des interventions du projet. Des sessions consultatives formelles seront tenues de manière régulière avec les fonctionnaires pertinents et d'autres parties prenantes, notamment les bénéficiaires, dans le but de faire le bilan des progrès, de partager les enseignements tirés de l'expérience et d'accroître la visibilité du projet.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

46. Le projet permettra de s'assurer de la viabilité commerciale de la conversion des centres de services agricoles en entités pouvant fournir aux agriculteurs des connaissances, un appui technologique et des microfinancements par l'intermédiaire des organisations paysannes professionnelles. Ce modèle permettra aux centres de percevoir un montant raisonnable au titre des services qu'ils fourniront, ce qui devrait assurer leur viabilité après la clôture du projet.
47. L'autorité chargée de l'enseignement technique et de la formation professionnelle dans le Khyber Pakhtunkhwa recevra un appui sous forme d'assistance technique et de financements, qui lui permettra d'atteindre les populations les plus pauvres dans les zones reculées qui, sinon, ne pourraient pas suivre de formations suivant les modalités habituelles. L'autorité conclura de surcroît des mémorandums d'accord avec des banques en vue de l'octroi de financements aux jeunes et aux chômeurs, conformément aux politiques publiques. Si cette nouvelle modalité s'avère fructueuse, l'autorité l'appliquera en ayant recours à ses propres fonds.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

48. Le Gouvernement établit actuellement son propre rapport de conception du projet parallèlement à celui du FIDA en vue d'obtenir rapidement les approbations nécessaires au niveau des autorités fédérales et provinciales. Le processus d'ouverture des comptes du projet sera lancé dès que l'accord de financement sera signé de manière à éviter tout retard dans ce domaine. Un financement rétroactif de 1,1363 million d'USD (soit environ 1 million d'EUR) pourra avoir lieu au titre du démarrage rapide de l'exécution.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

49. Le projet donnera lieu à au moins deux missions du FIDA par an, notamment une mission de supervision complète et des missions d'appui à l'exécution en tant que de besoin. Un examen à mi-parcours sera réalisé au plus tard au milieu de la période d'exécution dans le but d'évaluer les progrès en direction des objectifs de développement ainsi que les effets que devrait avoir le projet sur les bénéficiaires, et d'apporter les modifications qui pourraient être nécessaires. Le rapport

d'achèvement du projet sera établi vers la fin de la septième année. Les ressources requises à cette fin ont été budgétisées dans les tableaux des coûts.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

50. Un accord de financement de projet entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Un exemplaire de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
51. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
52. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

53. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République islamique du Pakistan un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à soixante-quatorze millions quatre-vingt-dix mille euros (74 090 000 EUR), équivalant approximativement à quatre-vingt-quatre millions cent quatre-vingt-dix mille dollars des États-Unis (84 190 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement

"Khyber Pakhtunkhwa Rural Economic Transformation Project (KP-RETP)"

(Negotiations concluded on 03 December 2021)

Loan No: _____

Project name: Khyber Pakhtunkhwa Rural Economic Transformation Project ("the KP-RETP"/ "the Project")

The Islamic Republic of Pakistan (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2020, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement, the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing") to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is seventy four million and ninety thousand Euros (EUR 74 090 000).
2. The Loan is granted on blend terms, and shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined

will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency.

The Loan shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The principal of the Loan will be repaid in equal instalments.

3. The Loan Service Payment Currency shall be in Euros (EUR).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Payments of principal, interest and service charge shall be payable on 1 May and 1 November of each year.
6. As per practice in the Islamic Republic of Pakistan, IFAD will transfer the proceeds of the Loan to the State Bank of Pakistan foreign aid account in EUR. The State Bank of Pakistan will channel the equivalent amounts of the Loan, in Pakistani Rupees, in the Project Designated Account.
7. There shall be one Project Designated Account in Pakistani Rupees, for the exclusive use of the Project opened at the National Bank of Pakistan. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
8. The Borrower shall cause the provincial Government of Khyber Pakhtunkhwa to provide counterpart financing for the Project:
 - (a) in the equivalent amount of twenty five million four hundred and sixty thousand Euros (EUR 25 460 000); for which eight million Euros (EUR 8 000 000) will be in the form of taxes, duties and project management related expenditures; and
 - (b) the remaining amount of seventeen million four hundred and sixty thousand Euros (EUR 17 460 000) will be leveraged through ongoing projects under provincial Annual Development Plan (ADP).
9. The project beneficiaries will provide a contribution equivalent to the amount of forty three million one hundred and seventy thousand Euros (EUR 43 170 000).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Economic Affairs of the Government of Pakistan ("MoEA").
2. The Planning and Development Department of the Government of Khyber Pakhtunkhwa ("P&DD") is designated as an additional Project Party.
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date shall be the 7th anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.

5. Procurement of goods, works and services financed under the Financing shall be carried out in accordance with procurement methods and any other measures identified by IFAD.

Section D

1. The Fund will administer the Loan and supervise the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
- (b) Project Management Unit (PMU) Key Staff have been replaced without the prior written consent of IFAD.

2. The following are designated as additional (general/specific) conditions precedent to withdrawal:

- (a) Project Director, Finance Manager, Procurement Specialist and Monitoring & Evaluation Officer have been appointed after receiving IFAD no objection certificate.
- (b) The project draft PIM has received IFAD no objection certificate.
- (c) The first year AWPB and Procurement Plan has received IFAD no objection certificate.
- (d) IFAD has received, from the Borrower, evidence (in form satisfactory to IFAD) that the following accounts have been opened:
 - i. Designated Account has been opened (PKR denominated); and
 - ii. One project account has been opened by the PMU in order to receive and use the Borrower's government counterpart funds for taxes and project management.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Secretary
Ministry of Economic Affairs
Government of Pakistan
Pakistan Secretariat
Islamabad - Pakistan
secretary@ead.gov.pk

For the Fund:

The President

International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

THE ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN

"[Authorised Representative Name]"
Secretary, Ministry of Economic Affairs

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population and beneficiaries.* The Project shall benefit small farmers, women and youth and landless households (HH), with prioritisation being given to those in the Poverty Scorecard data of 0 – 34. The Project will directly or indirectly benefit seven hundred and eighty five thousand (785 000) households.
2. *Project area.* The Project will cover the province of Khyber Pakhtunkhwa (the "Project Area").
3. *Goal.* The goal of the Project is to contribute to poverty reduction, food and nutrition security and strengthened resilience of rural households.
4. *Objectives.* The objective of the Project is to improve the incomes of rural households through climate-resilient, high-value agriculture and off-farm/non-farm employment opportunities.
5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:
 - 5.1. **Component 1: Agribusiness Development.** This Component shall consist of four mutually reinforcing sub-components including: (i) Professional Farmers Organizations (PFOs); (ii) Public-Private-Producers Partnerships (4Ps); (iii) Farm Service Companies (FSCs); and (iv) Institutional Support Services.
 - 5.1.1. *Sub-Component 1.1: Professional Farmers Organizations Development:* the Project will establish five hundred and fifty (550) PFOs by the end of the first five (5) years of the project interventions. These PFOs will be composed each, of three hundred (300) to five hundred (500) small farmers, on average, and will develop multi-purpose / multi-seasonal agri-business activities. In general, one village or cluster of village (between one thousand (1,000) to two thousand (2,000) families) will have one PFO. Each PFO will have a business Plan.
 - 5.1.2. *Sub-Component 1.2: Public-Private-Producers Partnerships:* the Project will develop twenty (20) 4Ps, with a minimum of one thousand (1,000) producers per 4P. The Project will make a call for proposals open to local, national, and multinational private firms/companies already in the business and with financial capacity as well as demonstrated market share.
 - 5.1.3. *Sub-Component 1.3: Farm Service Companies.* the Project will consolidate or establish one fully functional, autonomous and sustainable New Farm Service Centre (NFSC) per district, with PFOs and individual farmers as shareholders. This NFSC will be managed as a private company offering services to the PFO mainly supply of good quality seed, agrochemicals, improved technology, and packaging material and may also assist in matchmaking with end buyers/suppliers.

5.1.4. *Sub-Component 1.4: Institutional Support Services:* The Project will provide demand driven institutional services to PFOs/4Ps/FSCs, to meet the market demand and buyers' requirements. The PMU will enter into multiple results-based MoUs with the relevant private or public/Government departments (academic, research and extension services) for different activities with clear responsibilities and deliverables. The scope of work will emerge from the aggregated needs of PFOs/4Ps/FSCs and will be translated into work plans, timelines and cost estimates. The engagement plan will be developed by the PMU.

5.2. **Component 2: Skills development and Employment Promotion.** This Component shall consist of three mutually reinforcing sub-components as follows: (i) Skills Development; (ii) Employment Promotion; and (iii) Job placement of graduated students.

5.2.1. *Sub-Component 2.1: Vocation and entrepreneurship skill training.* The overall objective will be to improve or to develop the skills of individuals, staff or members, based on the active and effective roles of the individuals in the institutions supported and the personal needs expressed / assessed (backed by the business plan and capacity building plan of the institutions supported). Special focus will be given to the youth and women. The training needs will emerge from the business plans of PFOs/4Ps/FSCs and the capacity building investment will be incorporated in the same.

The overall implementation of Component 1 and consequently subcomponent 2.1 will be progressive (phasing approach). Each implementing partner in charge of Component 1 (agri-business development) will also be responsible for the implementation of subcomponent 2.1 (skill development for agribusiness entities). The implementing partner will either directly train the beneficiaries or (for specific areas) will engage service providers at provincial or national level. The implementing partner will be responsible for the quality and efficiency of the training and will consequently manage the contractual relationship with the 'skill development' service providers subject to No Objection from the PMU.

5.2.2. *Sub-Component 2.2: Employment promotion.* The Project will contribute (i) to create jobs (including self-employment) for the ultra-poor and poor households having limited access to land, with a specific focus on youth (50%) and women (25%), and (ii) to facilitate the employability and the active integration in the economy of newly graduated students. The Project will provide start up grants for this two objectives.

5.2.3. *Sub-Component 2.3: Job market integration / induction.* Each student will have the possibility to do two (2) internships of six (6) months each. The recruiting enterprise will be allowed to keep the same student for a second period of six (6) months only if it provides a formal offer of employment to the student. In case of non-compliance, the enterprise will no longer be eligible to participate in the programme. Each enterprise will have a maximum of two (2) students at the same time. Around one hundred and forty five (145) interns per district and per year will be eligible to this programme. Priority will be given to those coming from the poorest families.

5.3. **Component 3: Project Management, Policy, and Institutional Support.** An autonomous Project Management Unit will be established at Peshawar and five (5) additional regional offices will be set up to better manage the distance / geographic coverage / diversity of the project area. The PMU will report at least once a year to the Project Steering Committee (PSC). The PSC will determine the need for additional meetings as and when required. The cost allocation includes the running cost and equipment of the PMU, as well as a provision for the policy support, equipment, and MOUs with the relevant line departments.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* Ministry of Economic Affairs (MoEA) shall be the Lead Project Agency and shall have an overall responsibility for Project Implementation through the government of Khyber Pakhtunkhwa.

7. *Project Steering Committee.* The Project Steering Committee ("PSC") shall be headed by the Additional Chief Secretary of P&D Department, which shall provide the policy level guidance, oversight, and coordination. The PSC will grant approval of AWPB, and conduct regular progress reviews.

8. *Project Management Unit.* A PMU shall be established by P&DD and operate as an autonomous institution headed by a Project Director under the guidance of the steering committee, and shall be responsible for project planning and budgeting, coordination, monitoring, procurement, recruitment, financial management, reporting and annual audits. The PMU shall also assist government departments with policy development and implementation. The PCU shall ensure that gender, youth, environment, knowledge management and communication considerations are integrated into all aspects of Programme management and implementation. The Fund's no objection shall be received before the appointment or dismissal of the Project Director and other Key Project personnel.

9. *Implementing partners.* The Project will engage with different implementing partners, including Vocational and Management training institutes, agro-business firms / organizations, Farm Services Centres, Farmer Organisations / cooperatives / private and public service providers and relevant line departments.

10. *Project Implementation Manual.* A draft Project Implementation Manual (PIM) should be prepared and receive IFAD Non Objection Certificate (NOC). The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund. The PIM shall include, *inter alia*:

- (i) Qualifications, terms of reference and detailed implementation responsibilities of Programme parties;
- (ii) Recruitment and appointment procedures for key project personnel;
- (iii) Criteria for the performance appraisal of the project personnel and adequate internal control system;
- (iv) Targeting and selection criteria for participating beneficiaries;
- (v) Project operational, financial and procurement procedures, including an accounting procedure for bookkeeping and reporting, implementation and monitoring procedures; and
- (vi) Financial management mechanism and flow of funds for all outputs and activities.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated expressed in EUR	Percentage
I. Vehicles, Equipment & Materials	790 000	100% net of taxes
II. Trainings, Studies and Services Providers	17 290 000	100% net of taxes, government and beneficiaries contribution
III. Grants to beneficiaries	41 040 000	100% net of taxes, government and beneficiaries contribution
IV. Operating costs	7 570 000	100% net of taxes and government contribution
Unallocated	7 400 000	
TOTAL	74 090 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Category I "Vehicles, Equipment & Materials" includes inter alia costs of equipment, materials, goods and vehicles for PMU and RCU offices to be financed from IFAD loan net of taxes.
- (ii) Category II "Trainings, Studies and TA/Service Providers" includes inter alia costs of Professional Farmers Organisations (PFOs) Development, Strengthening of Public-Private Partnerships, Farm Services Companies, Strengthening Institutional Services, Vocational and Entrepreneurship Training, Institutional support services & strengthening, Service Providers and Technical assistance.
- (iii) Category III "Grants to beneficiaries" includes inter alia costs of Leveraging PFOs, Private Sector and Farm Services Companies Investments and Start-up Capital for Self-Employment.
- (iv) Category IV "Operating costs" includes inter alia costs of PMU and RCUs salaries and allowances, offices running costs and staff travel as per government of Khyber Pakhtunkhwa's policies.

2. *Disbursement arrangements*

Retroactive financing. As an exception to section 4.08(a) (ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures incurred as of the date it is approved by the Executive Board in the December 2021 session, until the date of entry into force of this Agreement shall be considered eligible up to an amount equivalent to one million Euros (EUR 1 000 000) for

activities relating to: recruitment of the PMU staff, undertake preparation of bidding documents, work on readiness for selection of partner organisations, hiring of staff and operational costs of PMU. Activities to be financed by retroactive financing and their respective category of expenditures and source of financing will require prior no objection from IFAD to be considered eligible. Pre-financed eligible expenditures shall be reimbursed to the Borrower once additional conditions precedent to the first disbursement of funds specified in Section E.2 are fulfilled.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
2. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's 2017 SECAP.
3. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.
4. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.
5. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The Borrower shall ensure that all vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.
6. *IFAD Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* The Borrower shall ensure that a request is sent to IFAD to access the project procurement Contract Monitoring Tool in the ICP. The Borrower shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the ICP in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. The Borrower shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project/Program.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				surveys, service providers' records, MIS system, COI survey	baseline, mid term and completion, yearly	PMU	A baseline survey is conducted; Project approach and timelines are adhered to; An efficient M&E system is developed and implemented
	Males - Males		262 500	588 750				
	Females - Females		87 500	196 250				
	Young - Young people		175 000	392 000				
	Total number of persons receiving services - Number of people		350 000	785 000				
	1.a Corresponding number of households reached				surveys, service providers' records, MIS system, COI survey	baseline, mid term and completion, yearly	PMU	
	Women-headed households - Households		87 500	196 250				
	Non-women-headed households - Households		262 500	588 750				
	Households - Households		350 000	785 000				
	1.b Estimated corresponding total number of households members				surveys, service providers' records, MIS system, COI survey	baseline, mid term and completion, yearly	PMU	
Household members - Number of people		1 440 000	4 350 000					
Project Goal To contribute to poverty reduction, nutrition and food security of rural households in the Khyber Pakhtunkhwa Province					survey	baseline and completion	PMU	Security situation remains stable and allows implementation of project
	Beneficiary households reporting improved income from sales through PFOs							
	Households - Number		262 500	588 750				
Development Objective Income of rural households sustainably improved through climate-resilient, high-value agriculture and off-farm/non-farm employment opportunities	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				COI survey	baseline and completion	PMU	A baseline survey is conducted; Project approach and timelines are adhered to; an efficient M&E system is developed and implemented
	Household members - Number of people		1 740 000	3 480 000				
	Women-headed households - Households		78 500	157 000				
	Households (%) - Percentage (%)		40	80				
	Households (number) - Households		314 000	628 000				
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				COI survey	baseline and completion	PMU	
	Household members - Number of people		1 650 000	3 850 000				
	Women-headed households - Households		15 000	30 000				
	Households (%) - Percentage (%)		38	89				
	Households (number) - Households		300 000	700 000				

	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW) Women (%) - Percentage (%) 20 60 Women (number) - Females 10 000 220 000 Households (%) - Percentage (%) 10 28 Households (number) - Households 10 000 220 000 Household members - Number of people 800 000 1 760 000 Women-headed households - Households 2 500 55 000	COI survey, assessments	baseline, mid-term and completion	PMU	A baseline survey is conducted; Project approach and timelines are adhered to; an efficient M&E system is developed and implemented
Outcome 1. Enhanced capacity of smallholder farmers for increased market access (Professional Farmer Organizations and Farm Service Centres)	2.2.2 Supported rural enterprises reporting an increase in profit Number of enterprises - Enterprises 200 550	outcome survey, MIS system, service providers' records, COI survey	baseline, mid-term and completion	PMU	Baseline established, farmers are willing to participate in PFO and FSC
Output 1.1 Support provided to Professional Farmers Organizations, Farm Service Centres and 4Ps and their members	2.1.3 Rural producers' organizations supported Total size of POs - Organizations 112 000 220 000 Rural POs supported - Organizations 280 550 Males - Males 84 000 165 000 Females - Females 28 000 55 000 Young - Young people 56 000 110 000	MIS system, service providers' records	baseline, yearly and completion	PMU	farmers are interested to participate, updated BISP data on poverty available and targeting guidelines developed
Output 1.2 Coaching of producers for increased capacity on business planning, production practices and market advice	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies Total number of persons trained by the project - Number of people 110 320 000 Men trained in crop - Males 82 500 240 000 Women trained in crop - Females 27 500 80 000 Young people trained in crop - Young people 50 000 160 000 Total persons trained in crop - Number of people 110 000 320 000	MIS system, service providers' records	baseline, yearly and completion	PMU	Updated BISP data on poverty available and targeting guidelines developed, nothing is hindering the participation of any of the categories of persons
Output 1.3 Producer-Public-Private-Partnerships (4Ps) established	Producers engaged in 4P collaborations Males - Number 3 500 14 000 Females - Number 1 500 6 000 total producers - Number of people 5 000 20 000 Young - Number 2 500 20 000 partnerships - Number 5 20	MIS system, service providers' records	baseline, yearly and completion	PMU	Availability of farmers willing and interested in entering into 4Ps

Output 1.4 Households provided with nutrition education	1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition				MIS system, service providers' records	baseline, yearly and completion	PMU	Nothing (security / customary laws) is hindering the participation of anyone (especially women) to attend the trainings. Trainings are scheduled in a time and location suitable for all beneficiaries. Persons trained do apply what communicated in the trainings. Value chains are nutrition sensitive
	Total persons participating - Number of people		300 000	700 000				
	Males - Males		85 000	175 000				
	Females - Females		215 000	525 000				
	Households - Households		300 000	700 000				
	Household members benefitted - Number of people		1 650 000	3 850 000				
	Young - Young people		150 000	300 000				
Outcome 2. Improved capacity for obtaining jobs and engage in entrepreneurship	2.2.1 New jobs created				outcome surveys, MIS system, service providers' records, COI survey	baseline, mid-term and completion	PMU	Updated BISP data on poverty available and targeting guidelines available
	Job owner - men - Males		30 000	63 000				
	New jobs - Jobs		40 000	85 000				
	Job owner - women - Females		10 000	22 000				
	Job owner - young - Young people		20 000	45 000				
Output 2.1 Vocational, technical and entrepreneurial skills trainings provided	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management				MIS system, service providers' records	baseline, yearly and completion	PMU	all categories are interested and nothing is hindering their participation in the trainings
	Males - Males		6 000	12 000				
	Females - Females		9 000	18 000				
	Young - Young people		15 000	30 000				
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number of people		30 000	60 000				
Output 2.2 Provision of start-up capital for establishing business and self-employment	Start up provided for self employment				MIS system, service providers' records	baseline, yearly and completion	PMU	Careful assessment of each households potential and endowments
	Males - Number		4 000	8 400				
	Females - Number		6 000	12 600				
	Young - Number		10 000	21 000				
	total number of persons - Number		20 000	42 000				
Output 2.3 Support to individuals entering the job market for the first employment	persons receiving support				MIS system, service providers' records	baseline, yearly and completion	PMU	Careful assessment of each households potential and endowments
	Males - Number		7 000	17 500				
	Females - Number		3 000	7 500				
	young - Number		10 000	25 000				
	total persons - Number		10 000	25 000				
Outcome 3. Capacity for policy dialogue/reform strengthened (Farmer Services Centre Act, cooperatives act, seed act amended)	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment				policy documents, COI survey	baseline, mid-term and completion	PMU	Willingness of policy makers and other key stakeholders to provide enabling environment
	Number - Number		2	5				
Output 3.1 Policy development and reform supported	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed				MIS system	baseline, yearly and completion	PMU	
	Number - Knowledge Products		2	5				
	Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported				MIS system	baseline, yearly and completion	PMU	
	Number - Platforms		0	1				

Integrated Project Risk Matrix

Overall Summary

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Country Context	Substantial	Moderate
<i>Political Commitment</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Governance</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<i>Macroeconomic</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<i>Fragility and Security</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
Sector Strategies and Policies	Substantial	Moderate
<i>Policy alignment</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Policy Development and Implementation</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
Environment and Climate Context	Substantial	Moderate
<i>Project vulnerability to environmental conditions</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<i>Project vulnerability to climate change impacts</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
Project Scope	Substantial	Moderate
<i>Project Relevance</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<i>Technical Soundness</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Substantial	Moderate
<i>Implementation Arrangements</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Monitoring and Evaluation Arrangements</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
Project Financial Management	Substantial	Moderate
<i>Project Organization and Staffing</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Project Budgeting</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<i>Project Funds Flow/Disbursement Arrangements</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Project Internal Controls</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<i>Project Accounting and Financial Reporting</i>	<i>High</i>	<i>Moderate</i>
<i>Project External Audit</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
Project Procurement	Substantial	Moderate
<i>Legal and Regulatory Framework</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<i>Accountability and Transparency</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<i>Capability in Public Procurement</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<i>Public Procurement Processes</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Low
<i>Biodiversity Conservation</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Resource Efficiency and Pollution Prevention</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Cultural Heritage</i>		<i>No risk envisaged - not applicable</i>
<i>Indigenous People</i>		<i>No risk envisaged - not applicable</i>
<i>Labour and Working Conditions</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Community Health and Safety</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
<i>Physical and Economic Resettlement</i>		<i>No risk envisaged - not applicable</i>
<i>Greenhouse Gas Emissions</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
<i>Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards</i>	<i>High</i>	<i>Moderate</i>
Stakeholders	Low	Low
<i>Stakeholder Engagement/Coordination</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<i>Stakeholder Grievances</i>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
Overall	Substantial	Moderate

Country Context	Substantial	Moderate
Political Commitment	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>Pakistan was one of the first countries to endorse SDG in 2015 when the Parliament approved SDGs as the national development agenda. A major national social safety net programme called Benazir Income Support Programme (BISP) was initiated in 2008 which since its inception has been supported by successive governments. The budgetary allocations for BISP have been increasing consistently since the start of the programme despite fiscal constraints. The Government in 2018 introduced a comprehensive multidimensional poverty reduction strategy and launched a national poverty graduation Initiative called "Ehsaas". The Federal Government formulated a National Youth Development Framework (NYDF) in 2020 which focuses on social, economic and political empowerment of youth including skills development and youth entrepreneurship through soft loans. An IFAD finance National Poverty Graduation Programme had been included as integral part of Ehsaas. Under the strategy a new Ministry for Social Protection and Poverty Alleviation was created which is mandated to devise pro-poor policies and programmes and consolidate the existing policies and programmes.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>To mitigate any risk, the IFAD country team will continue to support the government's efforts for agriculture, rural transformation and youth development. The partnership with the government resulted in the provision of 34% government contributions for scaling up and alignment with government poverty reduction, youth men and women skill development and employment, value chain and climate resilience agriculture development.</p>		
Governance	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>After the 18th amendment to the constitution in 2008 almost all key sectors related to IFAD's mandate and its administrative and fiscal responsibility are now provincial subjects. However, challenges remain in the development of a strong system for the delivery of development priorities in an efficient, equitable and transparent manner and through participatory development approaches. There are striking differences in resource allocation and management, availability of services and local government systems, leading to disparities in the pace and level of development across provinces and districts.</p>	Substantial	Moderate

<p>Mitigations:</p> <p>The planning and development Department and Government line departments in Khyber Pakhtunkhwa are generally well placed in terms of human resources, technical and delivery capacity. However, financial constraints often result in sub-optimal performance. The project will assist the Government in addressing management and technical capacity gaps for improved and demand based service delivery with focus on shifting service delivery and support system to the community and the private sector. The project will particularly enhance capacity to respond to climate change and risk reduction and to respond to the changing demand for technologies for high value agriculture, value chain development and market demand based vocational skills development and employability of youth. The existence of a network of community organisations in the provinces, engagement of NGOs as service provider for social mobilisation and participatory development approach of the project will provide opportunities for inclusiveness, equity and transparency.</p>		
<p>Macroeconomic</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk:</p> <p>The country's macroeconomic situation has worsened since 2018, due to high fiscal and current account deficits and low levels of reserves. The medium-term growth outlook was forecasted to be impacted by COVID- 19. However, initial estimates for FY 2020/21 indicate a GDP growth of 3.94%. This surprising performance is attributed to smart lockdown policies, relief package for daily wage workers and low income HHs, support for the industrial, trade and agriculture sectors, cutting of policy rates etc. Some analysts estimate that since 2018, poverty is likely to have increased by about 10 million persons due to economic challenges and more recently owing to the COVID-19 pandemic</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Mitigations:</p> <p>The project will mitigate the effects of the macroeconomic situation and the COVID 19 impact on the target population with a strong focus on poverty reduction through skill trainings and gainful employment opportunities for youth and value chain approaches and through identified opportunities for encouraging the participation of the private sector in the value chains.</p>		
<p>Fragility and Security</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk:</p> <p>Pakistan's security environment has improved since 2014 as a result of concerted counter terrorist and counter militant operations. The security situation in the province is generally stable but remains unpredictable with a few terrorist-related incidents recorded in the Newly Merged Districts (former FATA) of the province. Out of 35 districts of the province, about 4-5 newly merged districts along the border of Afghanistan remain unpredictable. Since 2014, a number of UN agencies including UNDP, UNICEF, WFP, FAO and UNHCR and WHO are present in Peshawar. International staff of UN agencies and diplomats are allowed to travel to the province subject to authorisation/NOC by the federal and provincial governments.</p> <p>Political Situation: Despite opposition attempts for a change in government, the position of the ruling party is expected to be stable. Recently the current PM took vote of confidence and has won the election of chairperson of the Senate. In view of the somewhat effective containment of the COVID 19 impact and the recent GDP growth, higher than expected, there is no immediate risk of any mass unrest.</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>

<p>Mitigations:</p> <p>Security: The situation will be continuously monitored and appropriate mitigation measures will be put in place if deterioration of security should emerge in any district. The project will follow a phased approach and will have a mixed implementation methodology including partnership/sub-contracts with local organizations as well as direct implementation by project personnel where acceptability of partners is an issue or securing clearance to operate remains a challenge.</p> <p>UNDSS advisory will be followed and government security operations will be used for districts with substantial risks. Additionally, the experience of IFAD indicates that the engagement of local service providers for social mobilisation, a participatory approach and strong involvement of community networks provide opportunities for offsetting security risks to some degree.</p> <p>Political: Significant improvements have been made. Despite the constraints due to COVID 19, the current government has successfully mobilised the diaspora to increase remittances, retired the highest ever foreign debts, improved the current account deficit, and achieved a higher GDP growth than expected and released pro-poor policies and programmes. Agreements between donors and the Pakistan/provincial governments are always owned and honoured by the successive governments. The current government increased the pledge to the IFAD Replenishment. Therefore, there is no risk to the project and its implementation in case of change in government at Federal and Provincial level.</p>		
Sector Strategies and Policies	Substantial	Moderate
Policy alignment	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>The project is well aligned with the federal and provincial government policies and priorities and relevant SDGs. Project design and outcomes respond to the Government's poverty reduction strategy as announced in the National Poverty Graduation Initiative called "Ehsaas" in 2019 and the National Youth Development Framework (NYDF) of 2020. The project also responds to the provincial government priorities for high value agriculture development through value chain approach and youth and women development as articulated in relevant policies. There is, however, a notable risk of KP TEVTA not being able to design and deliver the courses that would address the existing and emerging supply gaps in the labour market. This could prevent the project achieving sustainable employment targets that justify the investments in the first place. Since a new government will take over after the election of 2023, there is also a risk of change in government priorities subsequently.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>KP TEVTA shall be assisted to establish robust institutional arrangements to conduct labour market assessments periodically and keep its course offerings relevant to the demand of labour market. Also KP TEVTA shall be enabled to use modern approaches for skills testing and certification—in collaboration with NAVTEC, which is the highest regulatory body for technical and vocation education in Pakistan. The PSC shall include all key stakeholders to ensure the issues of labour market and employments are holistically discussed and followed up. IFAD's IFAD's past and on-going projects and programmes have supported and will support government priorities notably for poverty reduction and agriculture development. Generally, foreign funded project and commitments are not affected with the change in government.</p>		
Policy Development and Implementation	Substantial	Moderate

<p>Risk:</p> <p>Recognising its increased responsibilities after the 18th constitutional amendment, the provincial government formulated policies for youth, women empowerment, and agriculture. The agriculture policy is cognizant of the unique and diverse agro-climatic conditions of the province which provides great potential for the development of high value crops as well as the development of the livestock sector through the value chain approach and private sector involvement. Youth development policies, strategies and programmes gained focus during the last 10 years. However, a key challenge in Pakistan has been the execution of policies including concrete actions, associating reforms and strategies and regulatory frameworks etc.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>The project will provide support for effective implementation of the relevant parts of the policies including the associating strategies, frameworks and capacity building. The strategic interests of smallholder farmers and livestock holders, women, and youth will be addressed by promoting their visibility through recognizing the critical role that they play in the value chains and addressing their needs and priorities. Market demand-based and competency-based trainings and focus of employability will be introduced through capacity building for KP-TVETA. The project shall focus on generating new, simple, and replicable approaches for policy implementation—working collaboratively with all key stakeholders. This will ensure that the successful approaches become visible and generate a strong traction for a wider adoption and implementation by the provincial government.</p>		
Environment and Climate Context	Substantial	Moderate
<i>Project vulnerability to environmental conditions</i>	<i>Substantial</i>	<i>Moderate</i>
<p>Risk:</p> <p>Rural populations in the province are faced with inherent vulnerability to weather related environmental conditions such as increased variability of monsoons, impact of receding glaciers on the river systems, decreased capacity of existing water reservoirs, and extreme events including floods and droughts. The provincial government has a climate change policy and most climate-sensitive sectors have climate-compatible medium term plans and budget—which also include performance indicators and targets. Climate actions have been mainstreamed into policy landscape largely with assistance from donors. However, the relevant line departments i.e. agriculture, industry, livestock, etc. continue to lack technical capacity to implement provincial government's climate change agenda. Hence, there is material risk that the line departments and other parties i.e. PFOs, FSCs, Private Partners, and KP TEVTA etc. would not effectively mainstream climate aspects in implementing project activities.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>The project will facilitate the provincial government in implementing the concept of green development envisaged in the climate change policy. Some proposed mitigation actions include the appropriate screening for climate smart agriculture, food and fruit processing facilities and other subprojects to be proposed by the PFOs, the promotion of sustainable land and water management practices, and the capacity building of government staff and beneficiaries for risk reduction and for building resilience. Provisions shall be included in the contractual agreements with implementing partners to ensure compliance with climate action in project activities. A Climate Change Specialist shall be part of the core team at PMU to ensure oversight of project planning, execution, and reporting from climate change perspective. Detailed guidelines shall also be included in PIM to facilitate the process.</p>		
<i>Project vulnerability to climate change impacts</i>	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>

<p>Risk:</p> <p>The present and projected climatic patterns and trends for precipitation and temperature indicate that seasonal variations in temperature and precipitation will increase, resulting into more frequent and intensified extreme weather events. The climate change induced impacts include severe water stress; food insecurity due to decreasing agricultural and livestock production; the degradation of ecosystems and biodiversity loss. However, most of the proposed activities under the project are soft in nature and are not going to be substantially impacted by climate change.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>The project will ensure that climate change resilience is made a central factor in the prioritization and selection of activities, in line with the provincial government's climate change policy. Support will be provided to equip the small holder farmers with knowledge, skills, crop choices and practices in different locations and agro-climatic condition to better cope with climate change induced challenges and with the introduction and promotion of climate smart agriculture technologies and services including efficient water use. The approval of interventions would be subject to an environmental screening process to ensure that the construction does not have any adverse social or environmental impact.</p>		
Project Scope	Substantial	Moderate
Project Relevance	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The main risk under component 1 are: weak capacities and business orientation of farmer, limited access to finance for better technologies for the production and the promotion of value added agri-processed products, weak services, absence of facilitation for public private producer partnerships (4Ps). Under component 2, the key risk is the outdated TVET curricula resulting in a strong disconnect between the demand from various sectors for specific types of skilled labour and no focus on employability. For the last three decades, the development of the province, particularly NMDs, has been a high priority of the government, to offset the fallout of conflict in Afghanistan and as well as to consolidate the recent peace and development gains and to achieve the objective of a balanced regional development of the Five Year Plan 2018-23.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>The project scope, approach and proposed activities were identified in consultation with the federal and provincial governments and with reference to their development priorities and are highly relevant to IFAD 11's business model and corporate priorities. The project builds on evidence based lessons from IFAD (SPPAP and ETI-GB) and other donor-financed projects and programmes. In line with the priorities of the provincial government and IFAD, the transformation potential of agriculture for enhanced incomes and employment will be pursued by addressing the critical issues in the farm, off-farm and non-farm value chains, including through professional and market oriented farmer organizations, private sector engagement and access to financial services.</p> <p>Youth, men and women will be a priority target group. The project will provide an opportunity for realizing the dividends of the "youth bulge" in terms of addressing critical challenges related to human capital development. In view of the current state of agriculture regarding productive employment and TVET challenges and barriers to rural youth employment and business development, the project adopts a multi-dimensional, coordinated and integrated approach to address diverse supply and demand constraints and keeping in view the diverse regional level market demands for labour. The project will specifically focus on youth employability for employment and self employment/entrepreneurship in agriculture and other emerging sectors in the province, through a range of activities tailored to the needs and interests of different target youth groups.</p> <p>The institutional capacity gaps will be addressed through the reorientation of existing government Farm Services Centres and the strengthening of the agriculture extension and research services and TVET for the provision of demand based services.</p>		
Technical Soundness	Moderate	Low

<p>Risk:</p> <p>The project is technically robust and is based on lessons learnt. Component 1 benefits from the Pakistan (ETI-GB), the Sri-Lanka (NADEP/SAP) and the Asian Pacific Farmer Programme (APFP Laos, Cambodia and Mongolia in particular). Lessons from Pakistan (SPPAP) are fed into the design of component 2. One of the potential risks that can be foreseen is that the innovative aspects of the project i.e. improving the agriculture sector productivity and competitiveness through the development of value chains and responding to climate change challenges and community-centric service delivery, are hindered due to skills and capacity gaps within the service providers and beneficiaries.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>The project design has been kept simple in terms of number, type and range of activities as well as the implementation arrangements. The project will invest in capacity building of beneficiaries and extension services. The project will create an enabling environment for private sector involvement through farmers organisations, improving the quantity and quality of crops and livestock and developing better linkages with markets and value chain actors.</p>		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Substantial	Moderate
Implementation Arrangements	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>Inherent institutional capacity risks are moderate in the province. The planning and development department and line departments are reasonable well placed in terms of management capacities and exposure to participatory development approaches. However, start up delays are common and technical capacity and the skills level of public service delivery institutions may pose a challenge for the implementation of the projects approaches and interventions.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>As per IFAD experience, the project is well placed under the Planning and Development Department which has a long history of planning and implementation of multi-sectoral participatory development projects. A Project Steering Committee headed by the Additional Chief Secretary of P&D Department, will provide the policy level guidance, oversight, coordination and will take corrective actions where warranted. The project management staff will be recruited on a competitive basis from the public and private sector.</p> <p>To mitigate the risk of start up delays, assistance will be provided for the formulation of the PC-I, parallel to the finalization of the project design so that the PC-I is approved well in time. The IFAD country team will provide frequent implementation support in the initial stage of the project. Additionally, adequate resources have been provided for technical capacity building. Additionally, adequate resources have been provided for policy support and capacity building for Farm Services Centres, agriculture extension services and TVET for the provision of demand based services</p>		
Monitoring and Evaluation Arrangements	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Owing to skills and capacity constraints, the M&E systems may not be well-positioned to track performance in terms of outputs and instead focus on inputs, thereby contributing to the project delivery risk.</p>	Substantial	Moderate

<p>Mitigations:</p> <p>An M&E system will be developed to provide project management, the Government and IFAD with reliable and timely information on project execution performance and results and to ensure efficient and effective project implementation. The M&E system will aim at: (i) Monitoring project execution (ii) Monitoring outreach and (iii) measuring and evaluating project results and monitoring the critical assumptions identified in the log frame. A Key element of the M&E system will be poverty graduation tracking and participatory monitoring and evaluation. BISP PSC data will be used as a benchmark to track the progress of poverty graduation of beneficiaries.</p>		
Project Financial Management	Substantial	Moderate
Project Organization and Staffing	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>-Hiring process is subject to political interference. This may result in competent HR not being selected and/or delays in recruitment. -Market for private enterprises that may want to become part of 4P arrangements is thin and there is risk of qualified partners not being available/selected.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>i. Core staff of the PMU—Project Director, Finance Manager/FM Specialist, FM Specialist, M&E Specialist should be engaged within eight (8) weeks of the date of signing of the Financing Agreement. IFAD's representative should take part in the process of recruitment as an observer. ii. Well structured finance unit within the PMU that includes competent and qualified staff who are capable of carrying out project financial management as per the fund requirements. iii. Competent management—especially FM official should be hired in each PFO as one of the access condition for IFAD funds; iv. Post-qualification due diligence of staff should be mandatory for private partners to be engaged under P4R arrangements. All finance staff to undertake IFAD Online Finance Management practices and procedures course. In addition to that, finance staff should attend induction sessions on IFAD financial management requirements as conducted by IFAD Finance Officer.</p>		
Project Budgeting	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Component 2 (Economic Graduation and Employment) is the largest component of the project. It is envisaged to be funded by the government through ongoing projects. TEVTA is the major partner but it has very limited development budget which can be a constraint. Second, it is not clear at this stage how the ongoing schemes shall be identified and leveraged to achieve project outcomes. There is also issue of role clarity vis-à-vis line departments i.e. agriculture, industries, social welfare, local government etc. under this component which needs to be resolved upfront.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>i. PMU should get the approval of AWPB & Procurement Plan through the PSC (by 30 April each year). ii. AWPB/Procurement Plans should be prepared in consultation with implementing partners and these IPs should be supported by PMU/RPMUs to ensure proper estimation of funding requirements in the AWPB iii. Roles and responsibilities of line departments with reference to such contribution should be clearly stated in the notification/MOUs.</p>		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Moderate	Low

<p>Risk:</p> <p>Delays in the opening of account, ambiguities around the counterpart funding can result in implementation difficulties for the project. The government contribution shall comprise (a) "cash"—USD 9.1 million (23%) for payment of taxes and project management costs; and (b) USD 31.3 million (77%) that will be leveraged from ongoing development projects under the provincial Annual Development Plan. PFOs—which are implementing partners under component 1, need significant handholding to be able to manage FM function properly. In the absence of a competent FM function, the risk of funds not being used effectively is quite high. This could significantly impair prospect of project delivery.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>i. Designated Accounts for the project will be opened within eight (8) weeks of the date of signing of the Financing Agreement;</p> <p>ii. Access conditions for release of funds to FOs/IPs shall be clearly established in MOUs/contractual agreements'. These conditions should be identified in the PIM as well.</p> <p>iii. Counterpart Fund requirements shall be clearly established. A formal MOU/Notification needs to be made by the provincial government for this purpose clarifying what will be the counterpart inputs/activities and how they would be measured and reported in project accounting system.</p> <p>iv. Checklists and timelines shall be established for release of payments against different types of claims and shall be strictly adhered to.</p>		
<p>Project Internal Controls</p>	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Instances of non-compliance with applicable internal controls have been reported by the Auditor General of Pakistan in recent audit reports and therefore specific controls—established under Accounting Policies and Procedures Manual need to be emphasized for compliance. Supervision missions should specifically examine whether the project is in full compliance with these internal control requirements. The M&E processes within P&DD are weak and provincial internal audit arrangements don't cover P&DD.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>i. Financial management procedures as part of the PIM need to be approved by the PSC and shared with IFAD within eight (8) weeks of the date of the signing of Financing Agreement;</p> <p>ii. No funds should be released to any PFO unless it meets all access conditions i.e. dedicated account or separate ledger for tractability of project funds in a PFO's account (as appropriate), deposit of its share, engagement of competent FM official, orientation training on accounting, record keeping, and financial reporting.</p> <p>iii. Post-qualification due-diligence should be carried out of all private partners selected through a competitive process for 4P arrangements before they are awarded contracts.</p> <p>iv. Specific internal controls such as monthly reconciliation of bank accounts, maintenance of Fixed Asset Register on prescribed format, monthly budget vs expenditure review etc. shall be mandatory.</p> <p>v. Internal Auditor shall review project transactions, processes, procedures, and performance at least semi-annually to provide assurance regarding the fiduciary controls, risk management and monitoring mechanisms in place.</p> <p>vi. FM manual needs to be finalized and the finance team exposed to related IFAD's requirements—including those relating to fraud risk awareness and mitigation; the FM officials at FOs.</p> <p>vii. A system of Quarterly Progress/Financial Monitoring shall be institutionalized covering all Implementing Partners.</p>		
<p>Project Accounting and Financial Reporting</p>	High	Moderate

Risk: In several cases, IFAD projects not using appropriate accounting software ran into financial reporting difficulties. The FM system also does not act as an effective decision support system for the project. Project must procure an accounting software the fully comply with IFAD's accounting and financial reporting requirements.	High	Moderate
Mitigations: i. An appropriate Accounting Software i.e. TOMPRO needs to be procured, installed and the finance team trained in its use. Financial reports should be auto-generated from the procured accounting software. ii. Integration of the PFOs/FSCs/Private Partners under 4Ps arrangements, expenditures in the PMU accounting software. Relevant procedures to be identified in the PIM. iii. PMU shall submit to IFAD: Quarterly Interim Financial Reports within 45-day of period end, annual unaudited financial statements within 4-month of year end and annual audited Financial Statements within 6-month of year end. iv. FM staff should be orientated to comply with IFAD's requirements in their work—including those relating to IFAD's Anti-corruption policy.		
Project External Audit	Substantial	Moderate
Risk: Delays in submission of audit reports, weak-follow up with audit office resulting in backlog of audit findings, non-resolution of audit findings causing the amounts involved in those audit findings to convert into ineligible expenditure	Substantial	Moderate
Mitigations: i. PMU needs to engage with Director General Audit (KP), through P&DD for timely completion of audit. Scanned copies of the final audit report are encouraged to be sent as soon the report is ready to ensure on-time submission and to avoid delays resulting from mail services. Then the hard copy can follow to IFAD ICO in Islamabad. ii. Audit observations should be settled within six (6) months after the Audit Report has been shared with the P&DD to avoid backlog of unresolved audit findings. iii. Follow up meetings with the Auditors should be requested to settle any unsettled audit findings from previous years.		
Project Procurement	Substantial	Moderate
Legal and Regulatory Framework	Substantial	Moderate
Risk: The legal and regulatory framework exists in the form of Public Procurement Rules of the Public Procurement Regulatory Authority of Pakistan and the Khyber Pakhtunkhwa Public Procurement of Goods, Works and Services Rules of Khyber Pakhtunkhwa Public Procurement Authority (KP-PPRA) for ensuring compliance to its various provisions and rules. The KP-PPRA only exercises regulatory functions, and procurement entities/projects are responsible to undertake the procurement. Inadequate capacities often lead to non compliance of rules and delays in procurement.	Substantial	Moderate
Mitigations: As per IFAD general conditions for financing, the procurement of goods, works and services shall be carried out in accordance with the provisions of the KP-PPRA procurement regulations, to the extent that such are consistent with the IFAD Procurement Handbook and Guidelines 2019. The PIM will contain clear indication of rules, regulations, policies and procedures to be adopted in order to ensure compliance with IFAD's Project Procurement Guidelines.		
Accountability and Transparency	Substantial	Moderate

Risk: Risks related to Accountability and Transparency include: slow procurement processing and decision making with potential implementation delays; unclear defined roles in the contract management system with potential time and cost overrun and poor-quality deliverables.	Substantial	Moderate
Mitigations: IFAD will ensure the compliance of procurement principles as per IFAD's procurement handbook and guidelines through implementation support, monitoring and prior review thresholds. The IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations shall apply to the project procurement processes. Accountability for following the expedited approval processes and assigning staff with responsibility of managing each contract will be maintained and ensured through oversight by the IFAD country team in close coordination with the borrower's oversight agencies.		
Capability in Public Procurement	Substantial	Moderate
Risk: Generally there are limited capacities in administration, and the management of contracts leading to mis-procurement and delays	Substantial	Moderate
Mitigations: Qualified and experienced procurement staff, including a Procurement Specialist and a Contract Monitoring Officer, will be recruited to carry out procurement activities. The staff will be provided focused training and assistance by the IFAD country office for capacity building.		
Public Procurement Processes	Substantial	Moderate
Risk: There is a risk that delays in the the initiation and the completion of procurement processes, due to inefficient planning, bidding, contract award and contract management, may result in negative implications for project implementation performance and cost overruns.	Substantial	Moderate
Mitigations: The prevailing government rules and acts for public procurement generally conform to the IFIs', including IFAD's, procurement guidelines. The expedition of all stages of the procurement process for timely completion, compliance and oversight of procurement process, will be ensured and hands-on implementation support will be provided through implementation support missions by IFAD.		
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Low
Biodiversity Conservation	Moderate	Low
Risk: There is a moderate risk of, or threat to the loss of biodiversity, availability of diversified nutritious food, ecosystems and ecosystem services, or the unsustainable use/production of natural resources.	Moderate	Low
Mitigations: The project is unlikely to have any adverse impact on biodiversity in the project area. The project will invest in eco friendly infrastructure and support the introduction of climate smart and sustainable technologies for agriculture and livestock. Communities will be consulted and sensitised on the need to conserve biodiversity and will be engaged in all such efforts.		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Low	Low

Risk: There is a low risk of causing pollution to air, water, and land, and of inefficient use of natural resources that may threaten people, ecosystem services and the environment.	Low	Low
Mitigations: To mitigate any risk, the project plans to invest in various measures that will promote resource efficiency. These include efficient water use technologies for agriculture production, sustainable livestock production systems and climate and social risks mitigation actions.		
Cultural Heritage		<i>No risk envisaged - not applicable</i>
no cultural heritage sites in the project area		
Indigenous People		<i>No risk envisaged - not applicable</i>
no presence of indigenous people		
Labour and Working Conditions	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
Risk: The risk that the project may cause exploitative labour practices like in-kind community contributions of labour left to the chronically, extreme and vulnerable poor (BISP Poverty Score Card Category 0-16) at the expense of their wage earning opportunities	Moderate	Low
Mitigations: The risk will be mitigated, as practiced in other IFAD financed project, through exempting the chronically, extreme and vulnerable poor (BISP Poverty Score Card Category 0-16) from any cash or in kind contributions.		
Community Health and Safety	<i>Moderate</i>	<i>Low</i>
Risk: There are no envisaged risks of significant negative impacts on community health and safety. In fact, the project expects to have several positive impacts through climate smart and sustainable agriculture technologies, including the promotion of IPM and reduced use of pesticides. The project interventions are also expected to result in greater availability of high nutrition value foods in households and communities, which are a key driver of health. Exposure to spread of COVID 19 in group meetings and training may pose a minor risk.	Moderate	Low
Mitigations: For COVID 19, mitigation measures will include awareness creation and sensitisation for social distancing, wearing of masks etc.		
Physical and Economic Resettlement		<i>No risk envisaged - not applicable</i>
n/a		
Greenhouse Gas Emissions	<i>Low</i>	<i>Low</i>

Risk: The risk of any significant increase of greenhouse gas (GHG) emissions and thereby of contributing to anthropogenic climate change is minimal.	Low	Low
Mitigations: No specific mitigation measures are required.		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	High	Moderate
Risk: Pakistan is one of the most vulnerable countries in the world as a huge portion of its population depends on the on farm and off farm sectors. The effects of climate change are being felt in rural areas in and across ecosystems with adverse impacts on natural resources and the livelihoods that they support. This exposure to vulnerability is predicted to be exacerbated with impending impact of climate change. Declining water availability and soil degradation is impacting agriculture at a time when demand for agricultural products continues to rapidly rise due to population growth and improving diets. The poor are likely to be hit hard by climate change, and their capacity to respond to climate change is lowest.	High	Moderate
Mitigations: To reduce exposure to the inherent risks, the project will promote production technologies that reduce exposure to increased variability as well as investments in water resources management. Awareness raising and building resilience, particularly among the poor, will be a key capacity building intervention.		
Stakeholders	Low	Low
Stakeholder Engagement/Coordination	Low	Low
Risk: Stakeholder engagement and coordination risks are low as the project will use the successfully tried and tested institutional arrangements for stakeholder consultation and coordination among and between implementation agencies and stakeholders. The province has long history of implementation of donor funded participatory integrated development projects	Low	Low
Mitigations: The project design and its institutional arrangements are based on extensive discussions with government and on lessons learnt. Key stakeholders include the government planning and development and line departments, NGOs/Rural Support Programmes, existing community organisations/groups and private sector engaged in agriculture value chains. The Project Steering Committee will facilitate the provincial level coordination and mechanisms have been put in place at operational/field level for inter departmental, NGOs/RSPs, private sector and community level coordination.		
Risk: There is a minimum risk related to the selection of the target group and the participation of poor, smallholder farmers, women and youth in the project activities.	Low	Low

<p>Mitigations:</p> <p>The selection of the target group and households, particularly the extreme, chronically and vulnerable poor, will be guided by the BISP Poverty Scorecard. A national Poverty Score Card based on Proxy Mean Testing was developed for the identification of poor households eligible for unconditional cash transfer. IFAD introduced this accurate and reliable targeting tool in the country which has a hallmark for targeting strategies for poverty reduction and smallholder agriculture development and is being adopted across the country by government and donors.</p>		
<p>Stakeholder Grievances</p>	<i>Low</i>	<i>Low</i>
<p>Risk:</p> <p>The risk is low as the participatory development approach warrants that beneficiaries, target groups and stakeholders can lodge grievances and have corrective measures taken by the project.</p>	Low	Low
<p>Mitigations:</p> <p>The tried and tested participatory development model prevailing in the province and beneficiary feedback mechanisms through regular community organisations conferences and participatory M&E are affective tools for grievance redressal and corrective measure by the project. Additionally, most parts of the province has a traditional alternative dispute resolution system called Jirga for individual and community level grievance redressal and dispute resolution. However, environmental and social policies related complaints can be registered in writing by post or by email with PMU and Regional Project Management office who will examine and resolve the issue to the satisfaction of complainant within two weeks. Any project level grievance is not foreseen as it is being developed with the involvement of the KP government and project interventions will be implemented through community participation. However, in case of any issue during implementation, PMU and Project Steering Committee will be the right fora for its resolution. The complaint will have to be registered with PMU who will collect the required information, listen to the concerned parties and dispose of the complaint per merit within three weeks or refer it to PSC who will review it in detail and decided it within four weeks. Complaints can also be registered with IFAD by email (SECAPcomplaints@ifad.org) for a fair and timely resolution through an independent process</p>		